

# DOSSIER

d'engagements

PRENONS  
le **PARTI**  
de la   
**SOLIDARITÉ**



# Propositions

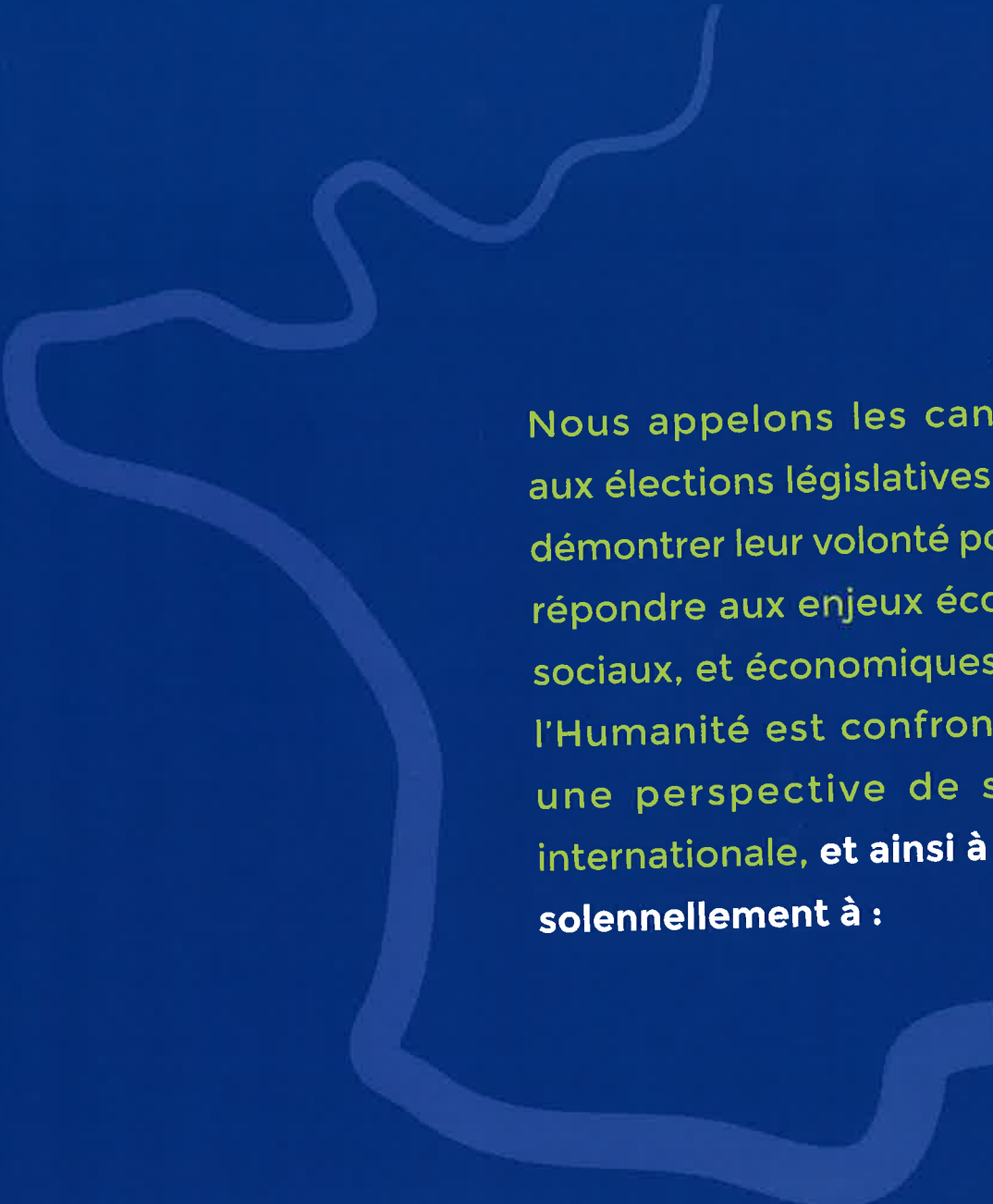
pour une **France solidaire**  
dans le monde en 2017

**act:onaid**  
pour des peuples solidaires



  
**OXFAM**  
France

  
Secours  
Catholique  
Caritas France



Nous appelons les candidat·e·s  
aux élections législatives de 2017 à  
démontrer leur volonté politique de  
répondre aux enjeux écologiques,  
sociaux, et économiques auxquels  
l'Humanité est confrontée, dans  
une perspective de solidarité  
internationale, et ainsi à s'engager  
solennellement à :

## PROPOSITION

1

Garantir le juste paiement des impôts par les entreprises et les individus via un reporting public pays par pays et un registre public de bénéficiaires effectifs des sociétés et des trusts aux niveaux français, européen et international, par une révision des conventions fiscales injustes, par l'engagement pour une plus forte harmonisation fiscale en Europe. Enfin, renforcer les poursuites pénales ainsi que les sanctions pour lutter contre la fraude et l'évasion fiscales.

JE M'ENGAGE



JE NE M'ENGAGE PAS



Commentaires :

...à soutenir l'action du Président qui aura pour objectif la lutte contre la fraude fiscale, sans concession et toute mesure visant à durcir les sanctions envers les fraudeurs.

...à soutenir la mise en œuvre et un suivi d'une liste des paradis fiscaux et j'apporterai mon soutien aux mesures permettant de faire la transparence sur les pays de l'Union européenne qui seront placés sur cette liste.

Le Président s'est engagé notamment à taxer sur leur sol, les bénéfices réalisés par les filiales des entreprises installées dans ces paradis fiscaux et revoir les textes qui permettent les fuites fiscales hors de l'Union européenne.

En particulier, je soutiens la mise en place d'une taxe sur le chiffre d'affaire des grandes entreprises qui réalisent du commerce électronique auprès des consommateurs en s'affranchissant de la TVA et ainsi ne participent pas au financement des biens et infrastructures du service public.

L'engagement européen est essentiel pour avancer sur ces questions en toute coopération avec nos partenaires, dans l'intérêt des citoyens européens.

## PROPOSITION

2

En France, rendre les impôts plus progressifs et « justes » socialement, et réduire les mesures - comme la prolifération des crédits d'impôt en dehors de l'intérêt général - qui participent de la concurrence fiscale par le bas, et faire la promotion de mesures fiscales similaires aux niveaux européen et international.

JE M'ENGAGE



JE NE M'ENGAGE PAS



Commentaires :

...à ce que l'ouverture économique de la France vis-à-vis de l'Europe et dans le monde s'accompagne d'une juste équité avec nos partenaires, et bénéficie aux citoyens. Je m'engagerai auprès du Président sur la convergence fiscale de l'impôt sur les sociétés au sein de l'Union Européenne pour mettre fin à ce type de concurrence entre partenaires européens. Je soutiendrai également le principe de paiement de TVA dans le pays du consommateur (particulièrement dans le commerce électronique).

Enfin je m'engage à appuyer toute évaluation périodique des niches fiscales qui ne seraient pas justifiées vis-à-vis de l'intérêt général.

## PROPOSITION

3

Afin de contribuer à l'atteinte des Objectifs de Développement Durable, publier dès l'automne 2017 un calendrier précis pour atteindre l'objectif d'allouer 0,7 % du Revenu National Brut (RNB) à l'aide publique au développement dès 2022 et s'engager à augmenter de 10 % par an les crédits budgétaires de l'aide publique au développement.

**JE M'ENGAGE**

**JE NE M'ENGAGE PAS**

Commentaires :

Je m'engage

... à soutenir l'action du Président qui permettrait d'établir une trajectoire pour que l'aide publique au développement atteigne, à terme, 0,7% de la richesse nationale brute. Je soutiens la mise en œuvre d'un plan, dans le cadre du Comité interministériel de la coopération internationale et du développement (CICID) qui permettra de définir un cap, de le maintenir, et de remettre la France et nos partenaires européens au cœur de l'aide au développement.

## PROPOSITION

4

Stopper tout risque de nouvelle crise financière et réguler drastiquement la finance, en la remettant au service de l'économie réelle, y compris en œuvrant activement à la mise en place d'une taxe sur toutes les transactions financières affectée au moins à 50 % à l'adaptation au changement climatique et au financement des Objectifs de Développement Durable (ODD), dont la santé mondiale.

**JE M'ENGAGE**

**JE NE M'ENGAGÉ PAS**

Je m'engage,

... à soutenir l'action du Président et du Ministre des finances, (qui est aussi Président du Haut Conseil de Stabilité financière) à encourager la mise en place de tous les pare-feu nécessaires permettant d'éviter une nouvelle crise financière, telle que nous l'avons connue en 2008, et dont nous supportons encore aujourd'hui le coût économique et social.

Malheureusement, les crises financières ne connaissent pas les frontières. Il faut donc renforcer la coopération internationale dans ce domaine. Les mesures prises depuis 2008 sont sans précédent pour protéger les citoyens des crises financières, et cette ambition doit être poursuivie au niveau mondial. La mise en place d'une surveillance unifiée des banques au niveau européen s'inscrit dans cette ambition et d'autres chantiers comme la taxe sur les transactions financières doivent être poursuivis malgré l'incertitude liée au Brexit dans ce domaine. Mettre le système financier au service de l'économie réelle est l'objectif de tous, et redistribuer le fruit des activités financières, pour nos citoyens ou pour l'aide au développement est une question de justice.

## PROPOSITION

5

Garantir que les interventions de l'Agence Française de Développement (AFD) auront comme objectif premier de contribuer à la réduction de la pauvreté et des inégalités, y compris en favorisant une participation active des populations concernées, et prévenir tout retour à l'aide liée dans la politique de coopération de la France.

**JE M'ENGAGE**



**JE NE M'ENGAGE PAS**



Je m'engage.

mentaires :

... à soutenir l'aide au développement qui doit bénéficier en priorité aux pays les plus pauvres. L'actuelle crise migratoire et le contexte géopolitique difficile trouve souvent ses racines dans la précarité économique, environnementale et sociale des pays les plus démunis. Il est donc capital que les pays les plus riches s'engagent sur l'aide au développement.

Enfin je veillerai à ce que les interventions de l'AFD se fasse en étroite coopération avec les autorités et les communautés locales, mais aussi avec les ONG afin d'évaluer la forme la plus efficace pour déployer l'aide au développement eu égard aux problématiques régionales. Enfin je m'engage, tout comme l'a fait le Président, à ce que l'aide déliée soit la priorité et maintenue à un haut niveau pour qu'elle soit à la hauteur de nos valeurs et de nos principes.

## PROPOSITION

6

D'ici 2020, sortir de la production et de la consommation de charbon en France, et se positionner en faveur de la fermeture des projets charbon existants des entreprises dont l'État est actionnaire. Sortir des énergies fossiles d'ici à 2050, et réorienter la finance vers la transition énergétique et la sortie des énergies fossiles.

**JE M'ENGAGE**



**JE NE M'ENGAGE PAS**



Je m'engage.

...à soutenir le Président dans son objectif de fermeture des centrales électriques à charbon d'ici 5 ans, avec un plan de dialogue et de reconversion avec les salariés. Je m'inscris ainsi dans l'objectif du Président de sortir des énergies fossiles d'ici 2050. L'État actionnaire se dotera d'une politique d'investissement cohérente avec ces objectifs et cessera de financer des projets d'énergie charbon ou hydrocarbure à l'étranger.

La finance devra être mise au service de cette transition écologique, et le secteur financier devra être un acteur majeur de ce développement, à côté de l'État qui prendra tous les engagements nécessaires. Cette transition écologique est une opportunité d'avenir pour l'ensemble du secteur en France, au service de la vie économique et sociale.

La France se doit d'être à la pointe et à l'avant-garde du développement écologique et de la finance responsable.



## PROPOSITION

7

Supprimer tout soutien public à la production ou consommation d'agrocarburants industriels, fixer un plafond d'incorporation français et européen ne créant pas d'importations et encadrer strictement le développement des agrocarburants avancés.

JE M'ENGAGE

JE NE M'ENGAGE PAS

Commentaires :

Je m'engage

...à soutenir l'ensemble des travaux parlementaires permettant d'établir les meilleures conditions économiques et écologiques d'ensemble pour le développement des agrocarburants avancés en prenant en compte la durabilité d'une telle culture (sur base de cultures non alimentaire : biomasse de déchets, résidu d'exploitation agricole ou forestiers). Cela s'inscrit dans la volonté d'intégrer à notre mode de vie, des énergies renouvelables de façon pérenne.

## PROPOSITION

8

Atteindre l'équilibre entre le financement de l'adaptation au changement climatique et de son atténuation d'ici 2022 en publiant une feuille de route dès l'automne 2017 et s'engager à atteindre 1 milliard d'euros de dons pour les financements climat pour les pays en développement.

JE M'ENGAGE

JE NE M'ENGAGE PAS

Commentaires :

Je m'engage.

...à ce que la France reste fidèle à son engagement de porter les financements dédiés au climat à au moins 5 milliards d'euros d'ici à 2020 et de poursuivre nos engagements et notre mobilisation pour les énergies renouvelables en Afrique. Je soutiens le Président dont l'objectif est de demander à l'Agence française de développement de consacrer plus de 50% de ses engagements à des projets pour les financements « climat » des pays en développement.

## PROPOSITION

9

S'assurer que les politiques publiques et les différentes initiatives de lutte contre les dérèglements climatiques ne portent pas atteinte à la sécurité alimentaire, ni n'alimentent les dynamiques d'accaparements de terres.

JE M'ENGAGE



JE NE M'ENGAGE PAS



Je m'engage

...pour que soient **réhabilités les millions d'hectares de terres dégradés** et qu'ils redeviennent fertiles et productives conformément aux **Objectifs de Développement durable adoptés à l'ONU en septembre 2015**, notamment l'objectif 15 visant à « *Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des sols et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité* »

## PROPOSITION

10

Soutenir politiquement et financièrement, de manière spécifique et prioritaire, l'agroécologie paysanne qui permet un partage juste et durable des ressources et des revenus ainsi qu'un accès digne à l'alimentation, dans le cadre de la législation nationale, au sein de l'Union européenne (UE), au niveau international l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Comité de la Sécurité Alimentaire mondiale (CSA), Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) et dans les soutiens de la France pour des initiatives et projets de développement à l'étranger.

JE M'ENGAGE



JE NE M'ENGAGE PAS



Je m'engage

...à soutenir toutes les actions qui permettront **d'encourager des modes de production performants, durables et justes à la fois pour les consommateurs et les producteurs**. Le secteur agricole est important et jouera un rôle d'avant-garde en matière d'agro écologie et d'agriculture biologique **performante et durable**. Je soutiendrai pour cela les bonnes initiatives visant à intégrer **50% de production biologique / écologique / label de qualité / locaux dans la restauration collective d'ici 2022** par exemple.

## PROPOSITION

11

Avoir une exigence de solidarité à l'égard des migrant-e-s, en assurant des voies de migrations légales y compris humanitaires, et en offrant aux migrants arrivant sur le territoire français un accueil digne et respectueux des droits humains. Les demandeur-se-s d'asile doivent pouvoir trouver refuge et protection là où ils le souhaitent. Il faut également suspendre le renvoi des demandeurs d'asile au pays de première entrée dans l'Union européenne prévu par les accords de Dublin. Globalement, la France doit jouer un rôle moteur et fédérateur pour la réforme du régime d'asile européen commun, en veillant à ne pas affaiblir les normes de protection des demandeurs d'asile.

Je m'engage à mettre tout en œuvre pour protéger le droit d'asile qui est un droit fondamental, inscrit dans le cœur de nos valeurs républicaines. Les habitants de la circonscription dans laquelle je suis née, dans laquelle je vis, et dans laquelle je me présente aujourd'hui est aux premiers rangs de cette crise et n'a de cesse de montrer sa solidarité et sa générosité envers les réfugiés. Il est donc nécessaire pour moi, dans les premiers mois de la mandature, de demander une mission parlementaire pour remettre à plat notre réglementation en matière d'asile qui est visiblement inadaptée aux enjeux du siècle. Rien ne justifie aujourd'hui l'injustice et l'indignité qui est faite à la fois aux réfugiés qui vivent dans nos rues dans des conditions atroces, et à la fois aux riverains qui se sentent esseulés face à cette crise migratoire européenne et voient leur cadre de vie se détériorer. Nous gardons malgré tout notre optimisme et la tête haute, malgré la stigmatisation et les dénigrements pour apporter des solutions que les habitants de la circonscription attendent.

Le président s'est notamment engagé à réformer notre système de demande d'asile afin qu'il soit plus efficace et rapide. 8 semaines pour une demande, et 6 à 8 semaines de plus en cas de recours pour **éviter les longues périodes d'errements des demandeurs d'asile dont nos quartiers sont les témoins**. Je m'engage à soutenir ces réformes pour que nos quartiers ne deviennent pas un purgatoire pour les demandeurs d'asile, et un enfer pour ses habitants.

Je m'engage aussi à soutenir les réformes de la procédure de Dublin III dont la crise actuelle a exposé les limites. Les états frontaliers ne sont pas, seuls, en mesure de faire face à une crise à laquelle l'Europe entière est confrontée.

12

Réviser les politiques migratoires française et européenne, et mettre fin à l'externalisation de celles-ci (notamment de la politique d'asile) vers les pays d'origine et de transit, a fortiori lorsque ce sont des États peu respectueux des droits humains. Suspendre l'accord entre l'Union européenne (UE) et la Turquie dès lors que de fortes interrogations pèsent sur sa légalité et que ses impacts négatifs sont déjà visibles.

JE M'ENGAGE

JE NE M'ENGAGE PAS

Je m'engage

...à soutenir les travaux parlementaires visant à une résolution en partenariat avec les États d'origine et de transit. La France ne peut être le seul dépositaire d'un problème mondial, il est donc nécessaire de continuer nos collaborations avec les États qui sont en mesure de nous aider à résoudre ces conflits. Certes l'Accord avec la Turquie est imparfait, c'est un palliatif qui ne remplace guère une politique migratoire, notre parti l'a mainte fois critiqué.

Toutefois, une politique migratoire ne peut qu'exister si il y a une véritable protection des frontières, c'est pour cela que je soutiendrai le renforcement du corps de police des frontières européen de 5000 femmes et hommes supplémentaires pour la nouvelle agence européenne des gardes-frontières et des garde-côtes.



## PROPOSITION

13

Légiférer aux niveaux français, européen et international pour obliger les entreprises multinationales à respecter les droits humains et l'environnement tout au long de leur chaîne d'approvisionnement, engager leur responsabilité juridique et mettre en place des mécanismes efficaces d'accès à la justice pour les victimes.

<b>JE M'ENGAGE</b> <input type="radio"/>	<b>JE NE M'ENGAGE PAS</b> <input type="radio"/>
Commentaires :	

Je m'engage

... à soutenir la politique incitative du gouvernement et du parlement qui vise à inciter les entreprises à intégrer dans leurs pratiques et leur stratégies les normes de responsabilité sociale et environnementale visée notamment dans les conventions de l'OIT et de l'OCDE.

...à soutenir les sociétés qui agissent dans l'intérêt général et particulièrement pour le développement durable.

## PROPOSITION

14

Réguler, aux niveaux français et européen, les abus de pouvoir et la concurrence déloyale des acteurs économiques qui ont un impact négatif et direct sur les conditions de travail dans les pays du Sud, notamment dans les filières alimentaires mondiales et défendre au niveau international, notamment au sein de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), l'application d'un salaire minimum vital pour les travailleurs et travailleuses.

<b>JE M'ENGAGE</b> <input type="radio"/>	<b>JE NE M'ENGAGE PAS</b> <input type="radio"/>
Commentaires :	

Je m'engage

... à soutenir le remarquable travail de Madame Margrethe VESTAGER, la commissaire européenne à la concurrence qui est attentive aux pratiques abusives des acteurs économiques profitant de leur position pour imposer des conditions injustes, et qui ne ménage pas sa peine pour rétablir une justice sociale et fiscale en Europe.

## PROPOSITION

15

Garantir le respect des droits des femmes comme partie intégrante des droits humains et leur justiciabilité dans toutes les politiques publiques menées et définies aussi bien au niveau national qu'international et encourager tous les États à ratifier sans réserve la Convention sur l'Élimination de toutes les formes de Discrimination à l'Égard des Femmes (CEDEF) et son protocole facultatif.

**JE M'ENGAGE**

**JE NE M'ENGAGE PAS**

... et je dois le dire, je m'engage à regret sur ce thème car en 2017 devoir encore se battre pour que les droits de l'Homme, avec un H majuscule, s'appliquent également aux femmes, sans discrimination, est affligeant. Ce combat que j'ai mené dans ma vie personnelle me suivra dans les couloirs de l'assemblée où je me battrai pour l'égalité sur le marché de l'emploi en mettant en place notamment une maternité unique pour toutes les femmes quel que soit leur statut, mais aussi en publiant les noms des entreprises ne respectant pas l'égalité salariale!

Je serai de tous les combats dès lors que des minorités sont prises à partie, que la liberté d'expression dans le respect d'autrui n'est pas garantie, et tant que l'indépendance des médias pourrait être mise à mal.

Les accords internationaux, fruit de nos guerres passées, sont un héritage précieux. Ils doivent être respectés, protégés et approfondis car ils sont les racines du respect mutuel envers nos diversités, envers nos différences culturelles. Je ne saurai rester impassible à une quelconque menace que l'on fasse sur ces acquis.

En tant que candidat-e aux élections législatives, j'ai pris connaissance des "15 propositions pour une France solidaire dans le monde en 2017" et vous communique mes engagements sur ces propositions.

Nom :

FAILLÉ

Date :

2 juil 2017

Prénom :

Beatrice

Signature :

Département :

Paris -  
Circonscription 17

Beatrice Faillé



**MERCI DE RETOURNER CE DOSSIER  
D'ENGAGEMENTS AVANT LE 15 MAI 2017 À :**

**CONTACT LOCAL**

Nom et prénom (référent plaidoyer local) :

.....

Adresse postale :

.....

.....

Adresse mail :

.....

Téléphone :

.....



# Propositions



pour une **France solidaire**  
dans le monde en 2017

PRENONS  
le **PARTI**  
de la   
**SOLIDARITÉ**

<http://solidarite2017.org/>

Campagne PRENONS le **PARTI** de la **SOLIDARITÉ**  
menée par ActionAid France-Peuples Solidaires,  
CCFD-Terre Solidaire, Oxfam France  
et Secours Catholique-Caritas France.



**act:onaid**  
pour des peuples solidaires

peuples-solidaires.org  
 Peuples-Solidaires-en-  
association-avec-ActionAid  
 PSo\_ActionAid


  
**OXFAM**  
France

oxfamfrance.org  
 OxfamFrance  
 oxfamfrance

  
ccfd-terre solidaire

ccfd-terresolidaire.org  
 ccfdterresolidaire  
 ccfd\_tsolidaire

  
Secours  
Catholique  
Caritas France

secours-catholique.org  
 Secours.Catholique.Caritas.france  
 caritasFrance